

C * E * R * M * A * T * R * A * I
FONDS
LEVY-PRUDHOMMEAUX

Léon TROTSKY
Le tournant de l'Internationale
Communiste et la situation
en Allemagne

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

Rédacteur en chef : A. Rosmer.

45, BOULEVARD DE LA VILLETTE. PARIS X^e.

Prix du numéro : 0 fr. 50

« Le 5^e Congrès de l'I.S.R. a souligné l'importance formidable des grands mouvements qui se déroulent dans les colonies... »
Directives du B.P. du P.C.F.
Aux côtés des opprimés indochinois !

Le parti socialiste dans la région parisienne A Belleville, le candidat socialiste réalise le barrage anti-communiste

Après une campagne abjecte, le parti socialiste a emporté le siège de Belleville-St-Fargeau. Son candidat Jardel retrouve au second tour le nombre de voix que Luquet avait eu en 1928 au premier tour, 5.400 au lieu de 5.560. Il bat le candidat du parti qui recueille 4.900 voix en progression de 700 sur le premier tour mais égalant seulement le nombre de voix de 1928.

Au second tour le parti socialiste, avec l'aide d'un grand nombre d'orateurs et de célébrités du parti, a mené une campagne cyniquement et brutalement anti-communiste. Au premier tour, Jardel était soutenu par la presse radicale et de la « gauche » gouvernementale. Au second tour il a fait un appel ouvert à toutes les forces de la bourgeoisie et de la réaction : « A tous les membres de la grande famille républicaine menacée » pour « écraser par l'union le péril de l'élection du candidat bolchevik », « à tous les républicains même d'un rose très pâle ». Il dirigeait sa campagne « contre la dictature de Moscou », contre « les agents d'un gouvernement étranger ». Dans les réunions socialistes, les politiciens du parti dénonçaient le « parti de sang », le « régime d'esclavage » et identifiaient la Russie soviétique et la Russie tsariste.

Dependant la bourgeoisie maintenait les deux candidats réactionnaires distancés pour anéantir visiblement les chances médiocres de l'un et de l'autre et faciliter le report des voix. Au dernier moment, les consignes des grands électeurs réactionnaires bloquaient 1.500 suffrages sur le candidat social-démocrate. Or la Fédération de la Seine appartient à la « gauche » socialiste et la section du 20^e est de gauche.

En plein Paris ouvrier, dans un quartier de tradition prolétarienne et révolutionnaire, le parti socialiste a ouvertement appelé toutes les forces sociales ennemies du prolétariat à faire sur son candidat un barrage contre-révolutionnaire, c'est-à-dire à s'opposer à l'avant-garde prolétarienne la plus décidée à la lutte de classes. Et cela après que la grande majorité des travailleurs du quartier avait marqué, sur le nom de Thorez, sa volonté de soutenir le parti communiste.

Il ne s'agit que d'un épisode électoral. Mais l'élection avait pris une certaine importance. Le parti communiste l'avait, lui-même, consacrée. Non pas qu'il l'eût détaché sur son arrière-fond; la situation européenne troublée, les événements d'Allemagne, les difficultés de la production nationale, l'aggravation des conditions de vie des travailleurs. Mais parce qu'il avait engagé à fond dans la campagne l'humanité, les orateurs du parti et l'organisation pour le soutien de la candidature de son secrétaire général.

Malgré l'effort du parti, la plupart des nombreux travailleurs qui avaient suivi au premier tour le candidat socialiste sur son programme démocratique bourgeois, l'ont suivi encore au second tour malgré sa campagne brutalement anti-communiste et anti-soviétique, malgré son appel aux forces sociales ennemies du prolétariat.

Dans les réunions publiques, les politiciens socialistes marquaient leur satisfaction de pouvoir maintenant tenir leurs réunions devant des auditeurs ouvriers parisiens. Devant les travailleurs ouvriers de « services d'ordre » organisés, ils ont stigmatisé la « dictature de Moscou », « les agents d'un gouvernement étranger », « le communisme, la forme la plus dangereuse de la réaction », « la Russie soviétique pareille à la Russie tsariste ». (A la dernière réunion socialiste, la veille du scrutin, quelques oppositionalistes seuls ont tenté de porter la contradiction communiste.)

celle de la Belle-de-Mai contre les trafiquants socialistes de Marseille. Déjà l'Humanité lui consacre de grands articles électoraux pour le soutien d'un candidat de l'appareil, Péri. Il faut que les campagnes du parti aient pour but la pénétration de la classe ouvrière, le développement de son influence, le renforcement des organisations de classe pour les luttes économiques et politiques.

Pour reconquérir la confiance des larges masses ouvrières, le parti doit adapter sérieusement son action à la situation et aux besoins des ouvriers. C'est en démontrant une position juste, sans verbiage, sans passivité — et avant tout en prouvant dans les luttes ouvrières qu'il sert le mieux les intérêts du prolétariat, qu'il pourra gagner au nouveau des couches nombreuses de travailleurs, saper l'influence des politiciens socialistes qui démoralisent et désagrègent le prolétariat, entraîner la classe ouvrière dans la voie de l'émancipation révolutionnaire. La situation troublée de l'Europe, les événements d'Allemagne et d'Autriche, montrent que les délais ne seront pas indéfinis. C'est dans ce sens que l'Opposition de gauche lutte dans le parti et dans l'Internationale avec tous les communistes conscients des tâches qui nous incombent.

F. GERARD.

« Les sauveurs de Républiques » Renaudel prépare la guerre démocratique

« Si Hitler déclenchait des incidents violents, prendrions-nous la responsabilité de dire que notre pays ne doit pas se défendre » a dit Renaudel aux socialistes du Var. On ne s'attendait pas à moins de l'homme qui, à la Chambre, défend le budget des massacres de l'air, de l'homme qui va inspecter le porte-avion cuirassé Béarn et examiner la défense des côtes avec les amiraux; on ne s'attendait pas à moins du porte-parole de la social-démocratie dans les conseils du militarisme français.

Renaudel joue son rôle d'agent moral de la guerre, comme il le joue le rôle d'organisateur effectif de la prochaine tuerie. Et demain, avec des trémas démocratiques, il lancera joyeusement les prolétaires et les paysans à la boucherie contre le « fascisme », comme il y a quatre ans, lui et ses comparses acclamaient la guerre sainte contre le « militarisme prussien ». Les mots mêmes changent peu dans la bouche des canailles nationalistes et socialistes : hier, il fallait défendre la liberté et la civilisation contre le kaiser, demain ce sera contre Mussolini ou Hitler. La liberté et la civilisation ont besoin non d'être défendues à la manière social-patriotique, mais d'être sauvées de la barbarie capitaliste et plus précisément de la barbarie du capitalisme français dont Renaudel est un des défenseurs conscients.

Dans le même discours Renaudel justifie par avance les social-démocrates allemands dans le cas où pour « sauver la République » ils se verraient contraints de recourir aux procédés de Noske! Renaudel ne précise pas que les procédés de Noske n'ont été appliqués qu'aux ouvriers spartakistes mais jamais contre les fascistes; il ne précise pas qu'en 1923 la Reichswehr « démocratique » du président socialiste Ebert, envoyée en Bavière pour combattre soi-disant les bandes fascistes s'était contentée de s'arrêter à mi-chemin pour détruire les milices prolétariennes de Saxe et du Thuringe. Il ne précise pas que la même Reichswehr a écrasé les conseils ouvriers dans la Ruhr; que son ami Zoergel a fait massacrer les ouvriers de Berlin le 1^{er} Mai 1929. Ou et quand la social-démocratie actuelle, a-t-elle lutté les armes à la main contre le fascisme? Ou et quand le gouvernement républicain a-t-il fait de même? Ce que Renaudel justifie d'avance, ce n'est pas la défense de la République contre le fascisme, mais la défense de la bourgeoisie contre la Révolution prolétarienne; ses paroles confirment théoriquement, si on peut dire, ce que la social-démocratie a montré pratiquement son rôle de chien de garde de la bourgeoisie.

IL FAUT DÉFENDRE l'U.R.S.S. CONTRE L'AGRESSION ÉCONOMIQUE

Myopie stalinienne

Lorsque nous signalons avec une ténacité inlassable que l'allure de la construction soviétique est conditionnée par l'économie et la politique mondiales, les dirigeants et les inspirateurs de la ligne officielle nous répondent : « Il n'y a aucun besoin de mêler le facteur internationale à notre développement socialiste. » (Staline).

L. Trotsky.
Lettre au VI^e Congrès de l'Internationale Communiste.
Alma-Ata, 12 juillet 1928.

La bourgeoisie française s'attaque aux exportations soviétiques

La campagne d'excitation contre le « dumping soviétique » prôné par les mesures prises par le gouvernement français. Le ministre du commerce a pris un décret subordonnant les importations russes à une autorisation ministérielle. C'est le début d'une campagne économique anti-soviétique qui s'attaquera au commerce extérieur de l'U.R.S.S.

Nous avons dit ici ce qu'est réellement le « dumping soviétique ». L'Etat prolétarien, pour pouvoir procéder aux achats d'outillages et des matières premières en Amérique et en Europe occidentale. La crise économique mondiale et la baisse des cours pèsent sur les ventes soviétiques à l'étranger et contraignent l'U.R.S.S. à tarifier à bas prix ses exportations.

En réalité la campagne d'excitation anti-soviétique n'est en rien justifiée par le « danger » que l'exportation russe fait courir aux productions nationales. Malheureusement, le commerce extérieur soviétique ne représente que 2% du commerce mondial. L'exportation porte surtout sur le blé, le pétrole, le lin, la volaille, les peaux, le manganèse et la stéarine. Mais la France importe surtout des huiles de naphte et du manganèse et ces importations ne gênent en rien la production nationale. Elles ne gênent que les sociétés roumaines et anglaises importatrices.

De même les importations de blé n'ont pas influé décisivement sur le marché. Les cours mondiaux, atteints par la crise de surproduction agricole mondiale, ont fléchi de façon catastrophique. Les cours de Chicago sont tombés de 126 frs. en mai à 80 frs. maintenant.

Naturellement il fallait que la bourgeoisie se débarrasse du « point de vue du consommateur »; l'acheteur bénéficiera en tout cas de l'abaissement des prix de produits de consommation. Le ministre du commerce répond : « La différence a été absorbée par l'intermédiaire et n'a pas profité au consommateur. »

Les Soviétiques ont vendu en France pour 441 millions de produits et acheté pour 419 millions dans le premier semestre de 1930. Les Soviétiques n'achètent pas une grande partie de leur outillage en France, la bourgeoisie française ayant déjà, d'ailleurs, entravé le plus possible les échanges avec l'Etat prolétarien.

Mais ce n'est pas la défense de la production nationale qui est à l'origine des mesures de Flandin. Il s'agit surtout d'une opération politique d'envergure dans laquelle la France agit comme puissance dirigeante du bloc des Etats d'Europe Centrale sur lesquels elle étend son hégémonie. Les pays danubiens, en général l'Europe agraire de l'Est, subissent lourdement la crise agraire. La conférence de Sinaita, la conférence de Varsovie ont été les premiers pas d'un groupement politique et économique des Etats agricoles. C'est naturellement

DANS LE BATIMENT

A la soupe, les gars !

Ouvriers étrangers et français doivent s'unir
Allez, hop!... Hei, là-bas; dai, dai!... Caralho d'un caralho, amènel...
Ou pensez-vous que nous sommes? Pas dans un cercle de l'enfer de Dante, parmi des ombres parlant un langage mystérieux. Et pourtant dans le cercle d'un enfer authentique, où travaillent des hommes en chair et os (plus d'os que de chair), des vivants. Nous sommes descendus à la feuille d'un des nombreux chantiers de Paris.
La pluie, les averses vous traversent jusqu'aux os.
Italiens, Portugais, Espagnols et aussi Français travaillent à la « terrasse ». Le dur travail! Là on enfonce la pelle et on remplit des bennes; ici on amène ces bennes à la grue qui les élève dans l'atmosphère humide pour les décharger dans le camion. On travaille des bras, on pousse des pieds, de la tête, de la poitrine. Sans arrêt. Pas de travail plus abrutissant.
« Allez, hop! Dai, dai! Plus vite, caralho! ». C'est la voix du chef de chantier. Un français, pas mauvais au fond. Quand il gueule de la sorte en français, en Italien, en portugais, répétant les phrases les plus courantes dans le langage des ouvriers et que peut-être il ne comprend pas exactement, c'est parce que sur le chantier est arrivé le patron ou quelqu'un des siens.
« Il y a deux jours, nous dit un copain, deux ouvriers ont été renvoyés sur le champ parce qu'ils avaient été surpris par

Après la grève générale du 6 Octobre Les mineurs contre les compagnies rapaces

Le succès de la grève générale de 24 heures dans les mines est attesté par les statistiques officielles elles-mêmes.

Et aussi bien dans les houillères du Nord et du Pas de Calais que dans celles de la Loire et du Gard; aussi bien dans les mines de fer de l'Est que dans les ardoisières de la région d'Angers, la quasi totalité des ouvriers du sous-sol ont appliqué le mot d'ordre de grève. Pour en diminuer la portée on annonce bien que certaines compagnies du Gard et de la Moselle avaient de leur propre initiative donné un congé de 24 heures à leurs ouvriers; mais alors autant dire que ces compagnies renouaient d'elles-mêmes à la lutte.

On sait que l'initiative du mouvement revient à la fédération réformiste du sous-sol qui l'avait limité à deux principales revendications :

L'octroi par les compagnies d'un congé annuel de six jours payés à tous les ouvriers, qu'ils travaillent au fond ou à la surface et l'augmentation du taux des retraits qui passerait de 5.000 à 6.000 frs. par an.

De leur côté, les chefs unitaires après avoir lancé le mot d'ordre de grève illimitée, retiré d'ailleurs très vite, ont établi leur programme de revendications immédiates ainsi :

Quinze jours de congé annuel payés; augmentation de 5 fr. par jour pour toutes les catégories; retraits égaux au salaire moyen; suppression des catégories et du travail à la tâche.

Or, entre les revendications pour lesquelles les mineurs ont quitté, le 6 octobre, les puits, et le programme minimum des unitaires, il y a une différence telle que les réformistes, maîtres du mouvement, ont eu l'occasion, une fois de plus, d'utiliser contre les unitaires l'argument de la « surenchère » et semble-t-il avec quelque succès.

Les ouvriers révolutionnaires doivent combattre de front cette agression. Ils doivent faire comprendre aux ouvriers, aux chômeurs que les mesures prises ont pour but de combattre l'Etat prolétarien aux prises avec les difficultés de l'éducation socialiste, que le premier effet sera de supprimer les commandes de l'U.R.S.S. aux fabricants d'outillages et d'augmenter ainsi le chômage. La bourgeoisie française veut faire une arme politique des mesures économiques contre l'U.R.S.S. Elle fait réclamer dans sa presse l'intervention de la S. D. N. Le capital financier poursuit ainsi, à la fois économiquement et politiquement, son plan d'exploitation et d'organisation de l'Europe Centrale agraire.

Le danger est sérieux pour l'Union Soviétique. La nécessité où elle se trouve, pour faire face à l'édification industrielle et agricole, de recourir à l'achat d'outillage des pays capitalistes, lie le cours de son économie au marché mondial. L'interdépendance économique et politique des « deux mondes » est mise en pleine lumière par la crise économique. Le poste des révolutionnaires, de tous les ouvriers est aux côtés de l'U.R.S.S.

Mais la conjoncture démontre combien l'Opposition russe avait raison en appelant sans cesse les dirigeants stalinien à faire entrer constamment en ligne de compte dans leurs perspectives les rapports avec le marché mondial. La théorie néfaste du « socialisme dans un seul pays » du droitier Boukharine et des national-communistes stalinien démontre sa faillite. L'opposition de gauche persévéra à appeler le prolétariat international à défendre par son action de classe le sort de l'U.R.S.S. indissolublement lié à l'essor révolutionnaire du prolétariat mondial.

L'ampleur de la grève du 6, aura montré

aux compagnies qu'il leur faudrait s'attendre à une résistance vigoureuse des exploités de la mine, décidés à obtenir quelques jours de repos chaque année.

La raison qui motive, d'après les compagnies la violation de la journée de 8 heures, appelée « récupération » est la situation difficile dans laquelle se débattait l'industrie minière française. Or cette situation est une situation privilégiée par rapport à celle, par exemple, des industries minières anglaise, allemande et belge.

Une référence peu suspecte vient appuyer cette affirmation. Elle nous est donnée par la *Journée Industrielle*. Dans sa revue hebdomadaire du marché des combustibles minéraux, la *Journée Industrielle* écrit :

« Et alors, en France? Ça ne va pas si mal. La *Journée Industrielle* va nous le démontrer elle-même. »

« L'état du marché charbonnier, loin de s'améliorer s'est encore aggravé. Dans tous les centres producteurs et principalement à l'étranger, la dépression s'accroît et les difficultés augmentent à mesure que la crise se prolonge, sans que rien permette d'entrevoir une amélioration, même lointaine... »

En Allemagne, la situation des charbonnages reste particulièrement difficile. Si l'on compare les chiffres du personnel employé à fin janvier et fin août (383.478 et 316.440 respectivement), on note une diminution de plus de 65.000 ouvriers occupés dans les mines de la Ruhr... les stocks dans la Ruhr dépassent 9 millions de tonnes, soit plus d'un mois de production, ce qui est considérable. Enfin, aux difficultés des producteurs ajoutons la dénonciation par les ouvriers mineurs, pour la fin de ce mois, de la convention par laquelle ces derniers avaient accepté de travailler huit heures au lieu de sept heures prévues par la loi allemande sur les mines... »

En Angleterre, la situation est loin d'être meilleure, les propriétaires de mines, malgré leur politique de dumping, n'ont pas réussi à se ménager à l'étranger des débouchés suffisants; il leur paraît impossible, maintenant, de faire des prix sensiblement plus bas; les sacrifices qui ont été faits dans ce sens n'ont pu, d'ailleurs, arrêter les licenciements d'ouvriers, chaque jour plus nombreux. On estime à 80.000 le nombre des mineurs licenciés depuis le début de cette année... »

Quant à la Belgique, sa situation n'est guère plus enviable. Les stocks atteignent deux millions de tonnes, soit près d'un mois de production, et l'écoulement de la production paraît fort difficile... »

« Au milieu du marasme général » la *Journée Industrielle* reconnaît que :

« La situation, en France, paraît encore privilégiée ». Naturellement, l'organe du commerce et de l'industrie français y met une certaine discrétion à en faire part, il note « les fortes importations de charbons étrangers, qui viennent concurrencer nos charbonnages... » mais il indique aussitôt : « toutefois, il convient de remarquer que

Soutiens ton journal! La « Vérité » est en danger

De nombreux camarades ont répondu cette semaine à notre appel. Cependant la souscription n'atteint pas 200 francs. C'est tout à fait insuffisant. Chaque semaine maintenant, nous nous demandons comment « boucler ». C'est, au jour le jour, les rentrées de souscriptions et des abonnements qui permettent de sortir le journal. Chaque semaine chaque camarade, chaque lecteur doit faire un effort pour la vie du journal.

Il faut le répéter : pendant quelques mois encore, l'existence de la Vérité dépendra de la souscription collective. Il faut donc que tous les camarades qui travaillent avec nous au renforcement du mouvement, s'astreignent à envoyer leur souscription régulièrement, et à la grossir des souscriptions de nombreux camarades.

ET DES ABONNEMENTS

Avec la souscription, les abonnements constituent le meilleur soutien. Et aussi le moyen de diffusion et de pénétration le plus constant. Que tous les travailleurs qui lisent régulièrement le journal prennent donc leur abonnement. Un abonnement d'un an, ou au moins de six mois.
En banlieue, en province, recueillez des abonnements. Nos camarades de l'Ardeche nous en envoient 5 cette semaine. Que nos autres camarades les imitent. Chaque ca-

marade doit faire un abonné nouveau. Les nouveaux abonnements d'essai de 3 mois à cinq francs, nos camarades devront en recueillir un grand nombre parmi les sympathisants qui les entourent.

LES CAMARADES ISOLÉS DOIVENT SOUSCRIRE

Nous avons des lecteurs dans de nombreuses villes de province, Montpellier, Toulon, Alès, Le Havre, Rouen, Grenoble, etc., qui n'appartiennent pas à des groupes. Que ces camarades nous envoient aussi régulièrement leur contribution. Qu'ils intensifient la vente, qu'ils contrôlent les dépôts. Qu'ils nous envoient leurs indications et leurs suggestions.

DANS VOS ORGANISATIONS

A Tours, à Halluin, à Lyon, à Harnes, nos camarades ont organisé la vente dans leurs organisations, parmi leurs camarades de travail. Plus de quatre cents numéros sont vendus ainsi chaque semaine. De nombreux camarades de province peuvent prendre des dizaines de numéros. Qu'ils nous les demandent.

La Vérité a besoin de l'aide de tous. Chaque semaine son action se développe. Que tous nos camarades l'aident à vivre. Et la Vérité remplira ses tâches.

Dans le Parti et les Jeunesses

Dans le Nord

Le redressement à Halluin

Quand Bourneton « tourne », il ne sait plus où il s'arrêtera, tellement ses principes sont « fermes et rigides ».

Entre autres malheurs, le « tournant » a commis celui de sortir Bourneton de son trou et de l'élever à un poste responsable de la C.G.T.U.

D'office subalterne, le voilà promu au grade d'officier supérieur. C'est en cette qualité qu'il fut employé dans les grèves du Nord pour exercer ses aptitudes de parfait bureaucrate et y appliquer les thèses de la « troisième période » ou les prescriptions du « tournant » (on ne sait pas exactement). Avec son compère Thorez, il porte une lourde responsabilité dans l'échec des ouvriers et la défaite des syndicats unitaires. Mais ce n'est pas cela qui nous intéresse pour le moment.

Au début de juin dernier (le tournant était à peine amorcé) Bourneton vint à Halluin avec quelques autres à pour parler à un meeting contre la répression et pour la libération de Marty. En réalité, le meeting était complètement dirigé contre l'opposition de gauche et notre camarade Cornette, à ce moment encore membre du parti. Après une brève intervention de Cornette, Bourneton, dans un discours de « grand style », reprit servilement l'image de son chef de file Staline et expliqua à l'auditoire clairsemé : « Représentez-vous une voiture qui marche à toute vitesse, elle arrive soudain à un tournant brusque et des gens comme Cornette, qui ne se tiennent pas bien sur leurs jambes, tombent sur le bord de la route et ne peuvent plus suivre. »

On continua le réquisitoire contre Cornette en affirmant qu'il ne comprenait rien à la nécessité et aux vertus des sections syndicales d'entreprises. Eux, les infatigables allaient réaliser cela à brève échéance.

La grève est venue, les syndicats unitaires d'Halluin ont perdu beaucoup de leur influence et de leurs adhérents. A une réunion du S.R.I. d'Halluin, Bourneton soutint la thèse que pour redresser la situation, il fallait créer des collectifs de cotisations par quartier, ce qui voulait dire qu'on créerait des groupes de syndicats par quartier. Alors que font Bourneton et Bostoen des sections syndicales d'entreprises avec leur secrétaire, leur administration, etc. ? Ils les ont tout simplement oubliés alors qu'il y a quelques mois ils s'en servaient comme d'un cheval de bataille contre Cornette et l'O. U. qui ne voulaient pas qu'on répète les mêmes fautes d'organisation du P. C. dans les syndicats.

En tentant de redresser la situation syndicale à Halluin, Bourneton tombe dans le plus plat opportunisme.

Sections syndicales d'entreprises oubliées. Mais syndicats de quartiers, voilà la panacée à tous nos maux.

Tout cela prouve que dans maintes circonstances les Bourneton préconisent des choses auxquelles ils ne croient pas eux-mêmes.

Le dernier « tournant décisif » fait « tourner » Bourneton. Où s'arrêtera-t-il ?

UN CORRESPONDANT.

Dans la région

tourangelles

Tardieu poursuit l'affiche du parti

L'affiche de la région tourangelles du parti pour le meeting du 3, provoque des poursuites pour insultes au gouvernement Tardieu et provocations de militaires à la désobéissance. Les bureaucrates proclament que c'est là une « cinquième réplique aux trotskystes qui prétendaient que ce meeting était uniquement dirigé contre eux ». Piètre argument... L'affiche et le meeting sont deux choses différentes et chacun s'en est bien aperçu. Et de cette inculpation l'Avant-Garde fait une démonstration de l'existence du fascisme en France, mélangée à la surprise de la bourgeoisie tourangelles devant l'éclatant succès du meeting et à sa volonté de décapiter la région du parti et d'empêcher la besogne de salubrité commencée contre les socialistes tourangeaux.

Ce n'est pas un tel galimatias qui fera avancer d'un pas la lutte contre la répression. La bourgeoisie tourangelles ne se méprend pas sur la valeur du meeting du 3 septembre. C'est une erreur que de la présenter comme étroitement solidaire des socialistes dans les questions municipales et il est tout à fait évident que les poursuites contre l'affiche n'ont rien à voir avec cette question. C'est avec de telles surenchères que l'on a brisé ces dernières années toute lutte véritable contre la répression.

La magistrature exécute servilement la politi-

que de répression de Tardieu contre le communisme. Voilà quelle est la vérité. Et le seul moyen de résister c'est, pour le parti, de se renforcer et de se lier aux masses. Or le parti, dans la région s'est considérablement affaibli et coupé des ouvriers par sa politique fautive. Il offre beaucoup plus de prise à la répression et des inculpations comme celles-ci n'ont plus de répercussion dans les rangs ouvriers.

L'opposition, solidaire du parti, s'élève contre de telles inculpations et lutte contre la répression. Pour cela elle lutte pour le renforcement du parti, pour la réintégration des exclus et pour le retour à une politique juste.

Dans l'Est

Le bluff de la « Lorraine »

L'organe régional communiste, la Lorraine, dans son n° du 4, mérite une mention spéciale dans la presse stalinienne. Sous le titre ronflant « Les insultes se dégonflent », car paraît-il les insulteurs ce sont les oppositionnels, elle fait savoir aux ouvriers de notre coin que Paget, tout comme le réformiste Dolker, est un laquais du patronat. Les preuves ? « C'est que Paget est un opportuniste ». Cette affirmation gratuite, comme preuve, c'est plutôt maigre !

Les dirigeants qui s'intitulent communistes avaient organisé, le 26 septembre, une réunion du S. R. I. où sous couleur de lutter contre la répression, Darnar, libéré tout frais de la prison de Nancy, avait été utilisé pour faire le procès des « trotskystes ». Les gens de la Lorraine prétendent que nous nous « dégonflons » parce que leurs compères, ayant fait durer la réunion du 26 jusqu'à une heure qui obligeait les ouvriers (non pas 150 comme dit la Lorraine, mais 50) à rentrer chez eux, nous avons préféré nous taire plutôt que de parler devant les banquettes vides.

Le noyau de pantins qui se pare de l'étiquette communiste devrait se rappeler que lorsque Guy Jerram est venu à Chaligny pour « exécuter les trotskystes » nous étions là et ses calomnies ne sont pas restées sans réponses. N'ayant pas réussi à nous battre sur le terrain politique, vous avez essayé dans l'organisation unitaire et là encore, malgré Gitton, secrétaire de la C. G. T. U., nous étions présents. Et les « dégonflés », à la réunion où Gitton a participé, c'étaient ceux qui n'avaient pas le courage de prendre à leur compte les inepties de la Lorraine contre nous.

Paget, lorsqu'il vous attaque, signe ses articles de son nom ; aussi bien pour dénoncer vos fautes que pour dénoncer les trahisons des chefs réformistes.

Maintenant, les aspirants-fonctionnaires de notre coin utilisent le S. R. I. pour répandre leurs ragots. C'est digne d'eux !

Camarades mineurs ! Plus que jamais serons les rangs contre ceux qui, avec leurs calomnies, nuisent au syndicalisme de classe. Pour le front unique de tous les exploités, tous à l'organisation unitaire avec la fraction de l'Opposition unitaire !

GEORGES PAGET.

DANS LES JEUNESSES

Préparation stalinienne des conférences de rayon

DANS LE 1^{er} RAYON

Dans le 1^{er} rayon qui est considéré par la direction comme un rayon roupeur, la conférence se prépare, avec l'aide de la direction régionale, car les hautes sommités veulent éclairer de leur lumière le 1^{er} rayon qui a fait ces derniers temps un coup de barre à gauche. Il faut aussi extirper de ce rayon le courant « trotskyste » dont l'auteur est, paraît-il, à en croire les hautes sphères, un ancien secrétaire de rayon — qui fut des plus actifs. Il est vrai que quand les bureaucrates incapables ont quelqu'un dans le nez, ils l'appellent « trotskyste ». On abuse de la crédulité de jeunes copains qui ne connaissent le contenu idéologique du « trotskysme » que par les inventions des jeunes plagiaires de l'I.C.J.

Il n'est pas prouvé que les jeunes serviront aussi mécaniquement les dessein des dirigeants qui sont dans une sale passe. Le 1^{er} rayon prendra dans la conférence une attitude à gauche et se moquera totalement de l'opinion des bonzes de la Fédération. La direction voudrait-elle ruiner définitivement ce rayon qui doit plus que jamais lutter dans les entreprises du 10^e et du 19^e ? La base ne l'acceptera pas.

SERGE DORNE.

DANS LE 2^e RAYON

La lutte de la bureaucratie contre la base prend ici une figure plus violente, on parle ouvertement de l'exclusion du camarade Chambrun des cimentiers, jeune ouvrier traité basement par les huiles d'agent de la bourgeoisie ; la bureaucratie a dû reculer dans ses affirmations dégoûtantes. Malgré tout la direction des Jeunesses veut exclure Chambrun du 2^e rayon pour avoir eu le tort de ne pas être d'accord avec Gitton et Cie. On veut aussi dans cette conférence exclure le camarade Pfeindler, coupable d'avoir eu le courage de faire voter dans sa cellule une résolution blâmant l'assassinat de Bloukine. On veut aussi prendre des mesures contre ceux qui soutiendraient ces camarades et aussi contre de jeunes chômeurs. Les jeunes ouvriers du 2^e rayon ne s'inclinent pas devant les mesquineries et les mensonges de la direction qui veut placer à la direction de ce rayon le secrétaire de la Fédération, Coutheillas. Les copains du 2^e rayon se rappellent trop son attitude bureaucratique lors de la dernière conférence régionale des J. C. lorsqu'il imposa Tabou ! La base n'oublie pas que sa volonté fut bafouée par les dirigeants. Cela fait réfléchir les camarades sur le redresseur désigné pour chasser l'opp. de gauche, la force la plus active de ce rayon. Mais les jeunes camarades ne permettront pas que l'on exclue deux de leurs camarades. Pas plus qu'ils ne toléreront la provocation dirigée contre de jeunes copains chômeurs au lieu d'examiner fraternellement avec eux leur situation. Ces mesures mécaniques et folles de la direction sont repoussées en bloc par les camarades du 2^e rayon et ce sont eux qui désigneront leur direction qui refusera vraiment la volonté de la base et non le sommet si cher à Coucou.

DANIEL LEVINE.

LE DESORDRE DANS LA DIRECTION

On dit que : dans le deux C. C. des J. C. la tension entre la R. P. et la Fédération fut plus nette et que pour excuser toutes leurs erreurs les dirigeants de la Fédération mettaient tout sur le dos de la Région Parisienne. La petite manoeuvre ne pourra pas durer. Il est temps de convoquer une conférence nationale élargie à la base pour clarifier l'atmosphère depuis le dernier congrès car l'affaiblissement de l'organisation continue ! Il faut réagir car jeunesses socialistes et jocistes montent. Alerte !

M.

LA DIRECTION SABOTE LE 31^e RAYON

Il fut un temps où le 31^e rayon de J.C. réunissait une cinquantaine de jeunes ouvriers qui, par leur action et leurs discussions dans les cellules remplissaient de leur mieux le mandat assigné à la J. C. : Former de bons militants communistes. Ceci ne fut pas à l'Entente qui prétendait « battre politiquement » la direction du rayon en la traitant « d'opportuniste ».

Le résultat voulu est arrivé, les camarades démissionnèrent ou abandonnèrent peu à peu l'organisation.

Aujourd'hui, le rayon désespéré par le régime régnant, se recroqueville chaque jour un peu plus. Les jeunes travailleurs groupés dans la F. S. T. entendent parler de « rôle dirigeant », mais le 31^e rayon est incapable d'élever leur idéologie et de les tourner vers la lutte politique. Devant ces faits, la base des cellules demandera compte à la Région et à la stupide politique « tournante » des Coutheillas.

LE CONGRES DE LA F.S.T.

Nous devons rendre au secrétariat cette justice, — qu'à l'encontre du dernier congrès national — un effort sérieux de préparation technique fut entrepris.

Espérons que l'Organisation en tirera profit. Les leaders de l'opposition sportive n'osant pas développer leur plate-forme politique — celle du P. O. P. — ils se raccrochèrent aux insuffisances techniques lesquelles bien entendu, ne manquent pas, vu la difficulté de formation des cadres.

Non, comme l'annonçaient triphalement nos fidèles stalinien, la minorité ne fut pas écrasée, les chiffres prouvent au contraire, qu'elle maintient à peu près son influence.

La cause en est dans l'insuffisance politique des cadres que nous avons déjà dénoncée.

Un travail systématique de clarification idéologique, d'éducation à la base s'impose plus que jamais.

Les chefs actuels de la F. S. T., volontairement ou non, en sont incapables.

Ce congrès nous apporte peut-être un renforcement en technique sportive, mais nous ne croyons pas que les sportifs de la fédération puissent en attendre l'amélioration politique indispensable.

UN DELEGUE.

Après la poussée hitlérienne

Le fascisme au pouvoir en Autriche

Tant qu'il s'est agi pour la république de Vienne de demander l'aide financière de la S. D. N. le parti chrétien social qui déint constamment le pouvoir depuis 1923, avait pris un masque démocratique. Son chef Mgr. Seipel faisait même figure d'homme de gauche. Le manteau libéral cachait mal la tension des luttes de classe qui d'année en année ont été en s'aggravant. La gigantesque insurrection de Vienne en 1927, étouffée par l'appareil social-démocrate mobilisé contre les masses ouvrières, montra ce qu'il en était de la légalité républicaine dans ce petit pays soi-disant pacifié par les crédits étrangers. Le chancelier Schober qui s'était couvert de gloire comme préfet de police en réprimant l'insurrection, fut l'homme rêvé de la bourgeoisie pour mater la classe ouvrière. D'une part son passé insignifiant inspirait toute confiance aux possédés, d'autre part, il freinait l'action fasciste des Heimwehren juste assez pour lui permettre de quêter à travers l'Europe et particulièrement en France de nouveaux crédits.

Le fascisme conséquence de la crise

L'Autriche n'est pas épargnée par la crise et le chômage y atteint jusqu'à 30 % de la classe ouvrière. La lutte des classes y est à un tel degré d'épanouissement que la soupape de sûreté parlementariste ne résiste pas. Schober a dû démissionner sous la pression du parti chrétien-social et des Heimwehren qui lui reprochent sa politique de concessions à l'extérieur et sa soi-disant faiblesse vis-à-vis des ouvriers. Les élections allemandes du 14 septembre ont déçu l'audace des catholiques et fascistes autrichiens. Un nouveau gouvernement chrétien social présidé par Vaugoin le ministre de la guerre vient d'être formé. A côté de l'« Européen » du « démocrate » Seipel, siègent deux fascistes aux ministères de la justice et de l'intérieur. Renouveau, sur une autre échelle, l'expérience des nationaux-socialistes allemands de Thuringe, les Heimwehren s'assurent ainsi les leviers de commande. Dès son entrée en fonction le prince Starhemberg, chef des Heimwehren a paraphrasé la formule de Mac Mahon : « J'y suis, j'y reste », affirmant que quels que soient les résultats des prochaines élections du 9 novembre, les Heimwehren resteraient au gouvernement. Les Heimwehren trouvent un appui considérable dans les bandes national-socialistes de Hitler. Leur renforcement à la suite des dernières élections a donné à leur semblables d'Autriche les plus légitimes espoirs ; et si Starhemberg a dû atténuer quelques-unes de ses paroles pour des raisons de souplesse politique et diplomatique, il n'en reste pas moins que les fascistes au pouvoir vont tout mettre en œuvre pour anéantir le « marxisme » c'est-à-dire la classe ouvrière d'Autriche.

L'attitude de la social-démocratie

La réaction de la social-démocratie est ridiculement faible. L'Arbeiter Zeitung, son organe central se contente de louer en constatant que la République, fondée il y a douze ans, par la social-démocratie, est maintenant aux mains de ses pires ennemis. Il en est de même en Allemagne, mais de même qu'en Allemagne, les fusillades par le Schutzbund socialiste des ouvriers révoltés de Vienne, ouvre les portes au fascisme. Il en est ainsi partout. Par leur pusillanimité en Italie, par leur défense des institutions républicaines bourgeoises

CHEZ LES JEUNES CAMPEURS PROLETARIENS

A la dernière assemblée des campeurs, il nous a été permis de constater l'intérêt que portent les jeunes campeurs vis-à-vis des J. C. Environ 60 jeunes avaient répondu à l'appel (en comptant les 5 permanents du Camp). Ceci veut dire que les dirigeants n'ont pas su intéresser les copains. Du reste la statistique du camp le prouve de trop : en 1929 il y avait 300 campeurs en 1930 125 campeurs.

Nous admettons que le mauvais temps ait contribué à cet échec mais pas dans cette proportion. Cela vient surtout de ce qu'au lieu d'élever le niveau idéologique des jeunes ouvriers, les dirigeants se sont contentés de les abrutir par des réunions trop nombreuses où l'on ne parlait que de fabrication de tracts, de fêtes, etc... alors que les camarades auraient eu plutôt besoin d'éducation, et au camp il y aurait eu moyen de faire des cours élémentaires sur le communisme. Mais cela aurait déplié sérieusement aux bureaucrates de la Fédération.

JACQUES SEPTIER.

ses contre la Révolution prolétarienne en Allemagne et en Autriche, les socialistes forment le front de couverture bourgeois grâce auquel la bourgeoisie a le temps d'équiper son armée de secours : le fascisme. Supposer que la social-démocratie autrichienne luttera les armes à la main contre le fascisme est purement utopique ; mais cela ne signifie pas que les ouvriers socialistes, qui ont montré il y a trois ans notamment leur capacité de combat, s'inclineront sans résistance devant la dictature fasciste.

Ge que doit faire le P.C.A.

C'est au parti communiste autrichien de savoir grouper et appuyer dans de larges organisations de front unique la résistance des ouvriers social-démocrates. Mais il faut pour cela qu'il abandonne la théorie stupide du social-fascisme qui assimile la social-démocratie à une simple succursale du fascisme, méconnaissant ainsi les fondements de classe du fascisme et de la social-démocratie. Comment pousser à la lutte les organisations social-démocrates, si chaque jour le P. C. déclare qu'elles sont social-fascistes ! Les ouvriers socialistes, contrairement à leurs chefs et théoriciens, ne luttent pas pour la défense d'un parlementarisme formel qui les a condamnés à la faim sinon à encaisser des balles, ils luttent pour la défense de la classe ouvrière, de ses droits et de son avenir, ce qui ne tend pas à conserver la constitution bourgeoise mais, au contraire, à l'abattre pour lui substituer la dictature du prolétariat. La condition indispensable du succès c'est la réalisation du front unique prolétarien ; et pour cela, le P. C. doit commencer à jeter par dessus bord le « social-fascisme » et toutes les vieilles déformations stalinienne de la « troisième période ».

P. S.

APRES LE CONGRES DE LA J.O.C.

Contre le poison des bons apôtres

Dans deux pages du dernier n° de la Jeunesse Ouvrière, les chefs jocistes entonnent un chant de victoire. Sous un afflux de paroles d'un lyrisme sans bornes ils préparent l'asservissement moral de nouvelles couches du jeune prolétariat. Mais qu'ils prennent bien garde, la jeunesse révolutionnaire saura transformer leur triomphe en défaite. Après avoir qualifié le 21 septembre de journée historique, comparé le Trocadéro au Colisée d'il y a 2.000 ans, glorifié le christ, clamé leur amour à l'humanité, ainsi que beaucoup d'autres choses de ce genre — flamboyante façade cachant la sombre réalité — sans oublier de flétrir les « mauvais chrétiens », ils nous font connaître les décisions de leur congrès.

Quand on voit les méthodes proposées pour faire pencher les promesses dans le domaine de la réalité, on ne pourrait qu'en rire, si elles n'arrivaient point à tromper certains jeunes ouvriers.

Par la Charité, l'Union et le Désintéressement les chefs jocistes veulent supprimer la misère ouvrière, donner aux travailleurs le nécessaire pour vivre, la possibilité de s'instruire, de penser, de travailler librement, en un mot d'être des hommes. Vraiment il faut de deux choses l'une : soit qu'ils ignorent ce qu'est la société capitaliste, soit que leur but soit de maintenir le régime actuel. C'est bien cela qu'ils veulent, car les Mondanges et les Cardyn ne sont ni des ignorants ni des imbéciles.

Un autre cheval de bataille de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne — celui qui peut paraître le plus vivant — est l'éducation. Mais celui-ci, comme les autres, n'est qu'une vile tromperie.

L'éducation donnée à la J. O. C. — ou plus exactement qui devrait être donnée, car à ma connaissance il n'existe guère de section appliquant le programme — est une éducation bourgeoise. Or, peut-on à l'aide de l'étude des sciences et des arts concrets pour le service exclusif de la bourgeoisie, combattre ce qu'engendre cette même bourgeoisie ? Non. Voici donc encore une arme passablement émue.

Comme on voit, les succès qu'obtient la J. O. C. n'ayant (et ne pouvant avoir) aucune base sérieuse, sont bien fragiles. Si on luttait contre elle d'une façon intelligente on pourrait, sinon la faire disparaître, du moins la réduire considérablement, malgré les affirmations des chefs jocistes sur l'invincible puissance de la J. O. C.

SERGE DORNE.

Vérités...

Libéraux d'Amérique

Guido Serio est un communiste italien résidant actuellement dans la belle Amérique de Dubreuil. Il y a quelques mois, il parla, au cours d'une réunion communiste, à Erie, dans la Pennsylvanie, royaume des seigneurs de l'acier. On l'arrêta aussitôt et maintenaient les autorités républicaines ne se contentent pas de l'expulser, le jugeant indésirable : elles veulent le livrer à Mussolini.

Les libéraux ont rédigé une protestation. Pas content l'expulsion. Leur libéralisme a des limites. Mais ils trouvent que leur gouvernement va un peu fort et ils demandent simplement que Guido Serio puisse choisir le pays où il sera expédié.

..

Amabilités libérales

Lors des dernières élections générales et lorsqu'ils ont pris le pouvoir, les chefs travaillistes ont crié bien haut qu'ils entendaient conserver leur pleine indépendance et qu'à aucun prix ils ne consentiraient à bloquer avec les libéraux.

Mais les temps sont durs et, depuis un an qu'ils sont ministres, ils ont accumulé les faillites. Il y a notamment ce terrible chômage qu'ils avaient promis d'enrayer et qui, croissant sans arrêt, prend des proportions redoutables.

Pour en venir à bout, ou tout au moins en faire partager la responsabilité par tous les partis, Mac Donald a proposé une sorte d'union sacrée. Les conservateurs lui ont répondu dédaigneusement : « Débrouillez-vous tout seul ! » Mais les libéraux qui doivent se contenter à présent d'un rôle fort réduit, ont accepté et plusieurs entrevues ont déjà eu lieu entre des ministres et des chefs libéraux. On en a conclu, un peu vite, à un bloc formel. Faisant allusion à ces entrevues, Lloyd George disait l'autre jour à quelles conditions son parti accepterait de collaborer avec un gouvernement et il concluait ainsi :

« J'attends toujours un tel gouvernement car je ne puis me sentir satisfait de l'exhibition présente de contentement de soi et d'ineptie bornée. » Le journal libéral qui rapporte ces paroles, ajoute : « Les conversations entre M. Lloyd George et le Premier ministre continuent. » Ce Premier ministre encaisse bien.

..

L'indignation de Chambelland

Chambelland est indigné. Très sincèrement indigné. Et, qu'on nous pardonne ! C'est nous, c'est la Vérité qui sommes la cause de son émoi.

Voilà : nous nous étions étonnés que le Cri du Peuple « insère bien volontiers », comme il disait, et sans aucune espèce de désapprobation, une communication de Tréquier, secrétaire des dockers autonomes de Brest, recommandant l'emploi de la « distribution de marrons » comme moyen de discussion avec les communistes et, là apparaît notre mauvais foi, Chambelland estime que le « chapeau » du Cri c'est-à-dire « l'insertion bien volontiers » de la « recommandation » de Tréquier « disait assez que nous (le Cri) n'approuvons pas la méthode employée par les autonomes de Brest. »

Mais, — et là encore éclate notre évidente mauvaise foi — Chambelland ajoute : le « chapeau » le dit-il assez ? Peut-être que non. Alors, précisons, etc... « Peut-être ! » Oui, « peut-être » bien que Chambelland n'est pas si sûr que cela de notre mauvaise foi. En tous cas, Chambelland vous a, dans son indignation, un petit air de sincérité qui désarme.

ERRATA

Dans l'article sur la « Grève générale des mineurs », paru dans le précédent n° de la Vérité, il faut lire : « Leur passivité (aux chefs unitaires) apparaît notamment » au lieu de : « apparaît seulement ».

De même qu'il faut lire : « ce qui peut réaliser le front unique, et non pas : « ce que peut », etc... »

la Vérité
ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE
OPPOSITION

Hebdomadaire

45, Boulevard de la Villette, Paris X^e.

Abonnement : 6 mois, 13 fr. 1 an, 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855

Pour une auto-critique véritable

Quelques enseignements des grandes grèves du Nord

L'auto-critique « officielle » de ce grand mouvement qui s'est terminé par la défaite ouvrière, est commencée. Comme il fallait s'y attendre, les valeureux stratèges confédéraux essaient de faire retomber toutes les responsabilités des fautes sur le dos des cadres inférieurs. Déjà le fameux Bourneton à une réunion du sous-rayon d'Halluin a dénoncé les faiblesses de Bostoen qui a laissé échapper la direction de la grève au profit des socialistes de Menin.

L'opposition unitaire se doit d'analyser le plus complètement possible cette grande lutte ouvrière. Cela permettra de découvrir et de faire comprendre aux syndicats unitaires, toutes les erreurs politiques et tactiques de ceux qui dirigent actuellement le parti communiste et la C.G.T.U. pour le plus grand bien de la social-démocratie et du réformisme. Cette analyse doit nous permettre aussi de jeter déjà les lignes générales de ce que doit être véritablement la tactique de la C. G. T. U. dans les grèves.

Nous ferons pour commencer l'histoire des grandes grèves du Nord, nous marquerons les

erreurs les plus grossières des dirigeants unitaires et rappellerons les propositions faites en leur temps par l'O. U. Les camarades pourront ensuite apporter utilement leur point de vue et ainsi l'O. U. sera armée pour les prochaines batailles, elle pourra contre les bavardages et les sottises des Bourneton et Thorez, préconiser la tactique et les méthodes justes qui seules permettront la victoire ouvrière sur le patronat et ses alliés, les chefs réformistes.

Tout militant révolutionnaire est convaincu que la cause essentielle des mouvements grévistes du Nord, réside dans l'application de la loi des assurances sociales et du prélèvement sur des salaires déjà misérables. Le succès de la C. G. T. U. dans ces grèves dépendait dans une grande mesure de l'attitude qu'elle devait prendre en face de cette loi. Elle même qu'elle ne soit votée et du travail d'agitation et de propagande réalisés pour préparer la résistance ouvrière à son application.

Sur ce terrain déjà, la direction confédérale fut véritablement au-dessous de sa tâche. Nous ne rappellerons pas ici les positions et les mots d'or-

dre les plus contradictoires de l'équipe Monmousseau qui semble avoir fait tout son possible pour désorienter les militants de base et les ouvriers unitaires. Même quelques jours avant l'application de la loi, lorsque les « bolcheviks de la troisième période » étaient sortis de leur torpeur, tout ce qui était dit et écrit signifiait pratiquement pour les ouvriers : « Inutile de lutter puisqu'aussi bien en fin de compte c'est l'ouvrier qui supportera tout. » Lorsque quelqu'un s'élevait contre cette monstruosité anti-marxiste il était de suite taxé d'opportuniste qui cachait sa position « réformatrice » derrière des considérations « philosophiques ».

Il faut signaler ici en passant que les gros industriels du Nord (surtout ceux du textile, qui éprouvaient déjà de grandes difficultés pour écouler leurs produits manufacturés, à cause de la concurrence) ont lutté contre la loi des A.S. jusqu'à la dernière minute. Ils ne l'ont acceptée « loyalement » que devant le danger gréviste. Les gros exploités du Nord ont préféré accepter la « mauvaise loi » et avoir ainsi toutes leurs forces unies contre les ouvriers qui eux luttèrent contre le versement ouvrier et pour l'augmentation des salaires. La première attitude des patrons à l'égard de la loi démontrait que si les A. S. étaient une bonne chose pour la bourgeoisie française en général, elles ne manquaient pas d'être contraires aux intérêts particuliers de certains groupes capitalistes. Pour avoir oublié ou méconnu cette vérité marxiste, nos organes régionaux ont été tout naturellement amenés à dire aux ouvriers : « Vous payerez d'abord votre part pour les A.S. vous paierez ensuite celle de vos patrons sous forme de production accrue et de renchérissement des marchandises et même si l'Etat « payait » pour l'ouvrier, on s'arrangerait quand même pour que ce soit le prolo qui paie tout. »

Un tel langage laissait sous-entendre pour les ouvriers du Nord : « Même quand vous obtien-

dez 0 fr. 25 d'augmentation horaire, en réalité vous n'aurez rien. » Pouvait-on mieux décourager les ouvriers ayant même d'engager la bataille ? Pouvait-on mieux condamner la lutte pour les revendications partielles et enlever à cette dernière toute valeur révolutionnaire ? Pouvait-on — malgré le « tournant décisif » — s'enfoncer davantage dans le méfautisme des thèses, contre-thèses et fouthèses de la troisième période ?

Les forces en présence

Pour bien saisir tous les événements de la bataille gréviste du Nord, nous pensons qu'il est nécessaire de dire quelques mots sur les forces qui se sont affrontées dans la lutte :

1^o. Un patronat considérablement riche et puissant ayant réalisé depuis la crise de 1921, des affaires d'or ; dans certaines usines textiles, l'exploitateur gagnait jusqu'à 10.000 francs par son chaque ouvrier. Les syndicats patronaux étaient solidement organisés et une discipline sévère y régnait. Les exploités (surtout du textile) avaient mis debout un réseau d'organismes et avaient « socialisés » qui tendaient de plus en plus à enchaîner l'ouvrier à l'usine et à lui faire subir sans murmure, la plus honteuse exploitation. Les difficultés présentes de l'industrie textile avaient déterminé chez les patrons une volonté de résistance farouche à toute revendication ouvrière.

2^o. De puissantes organisations réformatrices qui exercent encore leur influence sur une partie considérable des ouvriers. Des syndicats confédérés avec des caisses bien remplies, dirigés par de vieux politiciens habiles et manœuvriers qui depuis la guerre ont tout fait pour tuer chez l'ouvrier sa conscience de classe et toute volonté de lutte et d'action directe. Les vieux cadres pourris de

social-démocratie avaient réussi à faire admettre par de nombreux ouvriers, leur politique de collaboration de classe et « des pourparlers qui continuent ».

3^o. Et enfin des organisations syndicales unitaires excessivement faibles, sans militants instruits, sans argent, ravagés ces dernières années par la politique absurde des grèves politiques et par la lutte incoordonnée contre tous les opposants confondus péle-mêle et traités indistinctement de renégats.

C'étaient là les rapports de forces. Et c'est dans une telle situation que plus de 100.000 ouvriers allaient engager la lutte. Pour travailler à la victoire ouvrière, pour porter un coup terrible et décisif au social-réformisme dans le Nord (ce qui était possible) il fallait une politique et une tactique souples, mais ne manquant pas de fermeté ; il fallait tenir compte de la situation objective et du rapport des forces.

C'était trop demander à nos stalinien nordistes ; c'était trop espérer de Bourneton et de Thorez, ce dernier, pourtant chef du parti français depuis le « tournant décisif ».

Ceux qui seraient dû être des guides sûrs et éclairés pour les ouvriers, ont proprement facilité par leurs sottises bureaucratiques, la trahison des lieutenants à Jouhaux.

Pourquoi et comment le mouvement s'est déclenché

LE MOUVEMENT OUVRIER

Dix années d'Internationale Syndicale Rouge

Les ouvriers devant la crise

Le V^e Congrès de l'I. S. R. a marqué la fin des divagations sur la « troisième période ». On ne parle plus de la radicalisation des masses, ni de l'essor révolutionnaire, ni de la politisation des grèves. On ne dit plus que la question qui se pose immédiatement devant les ouvriers, c'est celle de la prise du pouvoir. C'est un progrès. C'est un hommage tardif rendu à la justice de nos critiques — ce qui n'empêche d'ailleurs pas les dirigeants de la C. G. T. U. d'affirmer que leur politique « troisième période » était juste et que c'est nous qui nous sommes toujours trompés.

Il nous faut constater malheureusement que si un certain jargon quitte la scène, un autre le remplace aussitôt. On en est maintenant à la « concrétisation » des comités de lutte. Monmousseau-Gilton n'a pas encore compris que l'emploi d'expressions barbares, loin de masquer l'ignorance et l'incapacité ne fait que les souligner. Ce n'est pas rassurant.

Mais il est une question capitale et actuelle sur laquelle le voyage de Moscou et le Congrès n'ont rien appris à nos délégués. C'est celle qui se rapporte à l'aggravation de la crise économique, à son extension à la France, et à ses effets dans la classe ouvrière. Monmousseau-Gilton attend cette heure depuis si longtemps qu'il ne peut s'empêcher de triompher bruyamment : « Vous voyez bien que nous avions raison, crie-t-il à ses adversaires. La crise est là ». Le fait que la crise économique atteigne en effet, aujourd'hui, la France, ne prouve pas du tout que les dirigeants de la C.G.T.U. avaient raison quand ils affirmèrent, il y a quatre ans, que la crise était déjà là. Cela prouve simplement que sur cette question comme sur d'autres ils se sont trompés durant quatre ans. Mais leur impatience à voir la crise économique toucher la France a une signification très précise et très instructive; elle révèle le fond même de leur pensée et la cause essentielle de toutes leurs erreurs : pour eux il n'y a pas d'action ouvrière sérieuse possible dans les périodes de prospérité; on ne peut soulever les masses et les entraîner dans la bataille que lorsque le chômage et la misère se font durement sentir.

Pour en être là, aujourd'hui, il faut ne rien comprendre du tout à ce qui se passe sous nos yeux depuis la guerre. Et toute l'histoire du mouvement ouvrier s'inscrit en faux contre cette conception. Ce qui n'est que trop vrai c'est que les chefs à la Monmousseau n'ont rien su arracher à la bourgeoisie française durant la période d'extraordinaire prospérité qu'elle connaît — sauf de courts intervalles — depuis la guerre. La reconstruction des régions dévastées, l'édification d'usines neuves équipées de la manière la plus moderne, des salaires de famine grâce à la dépréciation du franc, une main-d'œuvre étrangère plus mal payée encore et plus facilement maitrisable, ont créé, pour la bourgeoisie, des conditions exceptionnellement favorables. Veut-on soutenir que dans cette ère de prospérité il était impossible d'imposer des salaires décentes et de faire respecter la journée de huit heures, constamment violée, surtout en province, parce que les heures supplémentaires permettent seules de gagner de quoi manger?

Constations d'abord que c'est là un travail que savaient parfaitement faire les trade-unions. Pendant la longue période de prospérité que traversa l'Angleterre au cours du siècle dernier, les organisations syndicales obtinrent une amélioration progressive des conditions de travail; les salaires étaient plus élevés et la journée de travail plus courte que partout ailleurs. Ici la situation est renversée. C'est la France qui prospère et qui paie plus mal ses ouvriers et les fait travailler plus longtemps que les grandes nations touchées par la crise.

Mais il est un exemple récent bien plus instructif encore. C'est celui du mouvement ouvrier espagnol depuis la guerre. Après une courte période de difficultés consécutives au déclenchement de la guerre, l'Espagne neutre vit affluer des commandes de toute nature venant des belligérants. Et à mesure que sa prospérité économique s'accrut on vit, en une marche parallèle, le mouvement ouvrier révolutionnaire avancer

Un malin

C'est celui qui signe Jean Lemoine et donnait dans le *Cri du Peuple* de l'autre semaine un long article sur un thème déjà ancien. Si l'article n'était pas neuf, le titre, lui au moins, l'était. Il s'établissait sur deux colonnes : « Le Jardinier du Bosphore ». Vous vous demandez qui peut être ce jardinier? C'est Trotsky, simplement, qui, selon Jean Lemoine, s'amuse à cultiver les idées comme les Hollandais les tulipes. Bien jolie comparaison quand on se représente notre camarade bloqué dans la lointaine Turquie, après avoir été honneusement expulsé de l'U.R.S.S. par les stalinistes, et repoussé par tous les démocrates d'Occident.

Le contenu de l'article n'est pas inférieur au titre. On y lit notamment, en effet : « Nous cherchions le révolutionnaire, et nous trouvons le correspondant d'une quelconque Académie des sciences morales et politiques! Ordinairement quand on cherche le révolutionnaire chez Trotsky on le trouve. Mais Jean Lemoine a des exigences exceptionnelles. Elles paraissent d'autant plus imprévues qu'elles sont le fait d'un sorcier rescapé. — A. R.

à pas de géant pour atteindre finalement un développement qu'il n'avait jamais connu et dont la bourgeoisie éprouvait de vives alarmes. La seule organisation révolutionnaire d'Espagne, la Confédération Nationale du Travail, qui jusqu'alors n'avait été nationale que de nom, étant presque exclusivement limitée à la Catalogne, regroupait que quelques dizaines de milliers d'ouvriers, devint réellement une organisation nationale et rassembla plus d'un million d'adhérents. Elle avait arraché successivement d'importantes améliorations aux conditions de travail, la journée de huit heures était rigoureusement appliquée, et elle s'orientait nettement sur la Révolution d'Octobre. En son Congrès de Madrid, elle se prononçait pour la dictature du prolétariat et pour l'adhésion à la Troisième Internationale. Ce mouvement clairement révolutionnaire n'était pas limité aux ouvriers. Dans les grands domaines agricoles, en particulier dans les latifundias d'Andalousie, une vaste agitation soulevait les serfs de la glèbe; la colère des paysans s'exprimait en sa rude forme habituelle; on commençait à partager la terre. En 1920, le secrétaire de la C. N. T., Pestana, déclara à Moscou, à plus d'une reprise, que la situation en Espagne était révolutionnaire. Pourquoi la révolution n'a pas éclaté, et pourquoi au contraire c'est Primo de Rivera qui est venu, c'est une autre histoire non moins instructive et qui mérite d'être étudiée. Elle montre que les anarcho-sindicalistes peuvent, eux aussi, gâcher les meilleures situations révolutionnaires.

Les communistes à la Monmousseau vont se trouver maintenant devant une crise économique et ils attendent de cette crise qu'elle fera d'elle-même ce qu'ils n'ont pas su faire, qu'elle jettera les ouvriers affamés dans la lutte révolutionnaire. Sont-ils donc si incapables de voir ce qui se passe autour d'eux? La crise économique sévit durement depuis des années en Angleterre et en Allemagne. Quels résultats? Le Parti communiste britannique est squelettique, réduit à peu près à sa clique stalinienne de petits profiteurs. Le mouvement minoritaire est en train de s'effondrer. En Allemagne, nous venons d'assister à un succès électoral indéniable des communistes. Mais il faut bien se rendre compte de ce que signifie un succès électoral et ne pas oublier non plus que la victoire communiste a été largement éclipmée par le bond formidable des national-socialistes d'Hitler. Au lendemain de cette victoire communiste, la bourgeoisie allemande est-elle impressionnée au point de renoncer à son offensive contre le prolétariat? Il n'y paraît guère quand on voit le chancelier Brüning élaborer un programme qui comporte une élévation de 2 % du taux de l'assurance contre le chômage, et une réduction générale des traitements des fonctionnaires, préparant un nouvel abaissement général des salaires. Cette offensive de la bourgeoisie ne se ralentit nulle part. En Angleterre, un groupement patronal important propose de rogner — une fois de plus — tous les salaires de 10 %. En Belgique, où la crise se fait sentir depuis quelques mois déjà, une nouvelle diminution de 4 % décidée par la Commission centrale des mines va être imposée aux mineurs.

Tous ces faits montrent amplement que la crise économique ne résout rien toute seule, comme se l'imaginent les dirigeants de la C. G. T. U., qu'elle peut au contraire être mise à profit par la bourgeoisie pour pressurer davantage les ouvriers. Aujourd'hui plus que jamais une renouveau complète aux méthodes et aux pratiques qui ont conduit la C. G. T. U. à une sérieuse diminution d'effectifs et d'influence est nécessaire. Pour aborder dans des conditions favorables la phase nouvelle que va créer la crise, il faut un changement radical. A nos camarades de l'Opposition unitaire de l'exiger. Les hommes qui ont de si lourdes responsabilités dans les fautes commises hier ne peuvent nous inspirer aucune confiance. Et la façon dont ils parlent de la crise ne peut qu'éveiller les plus grandes inquiétudes.

A. ROSMER.

Croizat bavarde

Qui ne se rappelle les « bavardages » de Croizat sur la « politisation des grèves » lors de l'époque glorieuse de la « troisième période »! Maintenant, Croizat est en possession des nouveaux mots d'ordre contre « le bavardage », mais, hélas! malgré tous ses efforts, il ne peut faire autrement que de se livrer toujours à ce « bavardage ».

La *Vie Ouvrière* a ouvert les écluses de « l'auto-critique » à propos de la tactique employée par la C.G.T.U. au cours des grèves du Nord. Et Croizat y donne ce que la *V. O.* appelle pompeusement, une « critique positive » : « On a toujours trop parlé des revendications en général, de la réalisation du front unique, mais on a toujours oublié de réaliser pratiquement. C'est un mal dont il faut, une fois pour toute se guérir... »

On croit peut-être que Croizat ne va pas, lui, « oublier » d'indiquer ensuite comment on aurait pu « réaliser pratiquement le front unique »? Pure illusion! Croizat écrit :

« La condition première pour obtenir un travail conséquent dans la voie de la préparation des luttes et l'organisation d'un véritable front unique, c'est d'être convaincu des perspectives de bataille... »

« Convaincu des perspectives de bataille! Qu'est-ce que ça veut bien dire? Après avoir beaucoup héulé, nous avons pu résoudre cette énigme. Ça veut dire, tout simplement, que Croizat a varié le thème de ses « bavardages ». Hier, c'était la « politisation », aujourd'hui c'est le front unique. Mais toujours c'est du « bavardage »!

AVANT LE CONGRÈS FÉDÉRAL DES CHEMINOTS

La fédération doit défendre les cheminots

Nous avons déjà brièvement fait connaître les raisons qui motivent notre opposition au rapport moral de la Fédération. Nous voulons aujourd'hui donner notre opinion sur ce que doit être dans la période actuelle l'orientation de la Fédération.

La Fédération doit en premier lieu se consacrer à ses tâches syndicales essentielles : défense des revendications des cheminots; contre la rationalisation dans les chemins de fer; la lutte pour l'augmentation des salaires sur la base de l'indice syndical et du coefficient du coût de la vie (1800); le respect de la journée de huit heures et contre l'introduction de la semaine anglaise proposée par les compagnies; pour la semaine de 44 heures.

La lutte pour les 21 jours de congé (première étape des 30 jours accordés aux flics); contre le versement ouvrier pour les assurances sociales et pour l'amélioration et la gestion de nos caisses de retraite par l'organisation syndicale.

Contre les restrictions apportées à nos jeunes camarades à la faculté de circulation; pour l'obtention de la carte à tous les cheminots.

Contre les violations du statut du personnel concernant les conseils d'enquête (rétrogradation pour blessures dont les conséquences sont dues à la rationalisation et au mauvais état du matériel, etc...)

Un programme sérieux doit être soutenu par une active campagne. Il faut renoncer à l'académisme démonstratif de l'inutilité de la délégation du personnel qui n'est pas susceptible de nous faire faire un seul pas en avant et examiner l'utilisation de la délégation du personnel pour le travail de la Fédération. Les discours et articles sur le « chancere rongeur » de la Fédération, les appréciations insultantes pour les militants occupant les fonctions de délégués ont peut être une allure très « gauche », très révolutionnaire, mais elles masquent la passivité la plus complète. La tendance à la rupture développée par le bureau fédéral est une solution paresseuse et négative. Nous nous prononçons pour la solution positive et active du contrôle et de l'utilisation de la délégation.

La pénétration du programme de la Fédération dans les masses de cheminots, la démonstration du rôle des organisations professionnelles et réformistes ne se développera qu'avec le retour à la pratique d'une juste politique de front unique, abandonnée dans la période écoulée. Il faut répudier la théorie assimilant les ouvriers et

les chefs, comprendre la nécessité de la conquête des ouvriers qui restent sous l'influence des chefs réformistes. C'est seulement la tactique du front unique qui peut nous permettre ce résultat.

Il s'agit bien moins de savoir si le front unique doit se faire par en haut ou en bas que de savoir le réaliser. Et c'est un fait que si le bureau fédéral parle du front unique il est incapable de fournir le moindre exemple de réalisation à son actif.

La réalisation du front unique ne se fait pas dans la période actuelle sur nos mots d'ordre. Il faut prendre ceux pour lesquels le respect de la journée de huit heures et contre l'introduction de la semaine anglaise proposée par les compagnies; pour la semaine de 44 heures.

Elle suppose naturellement une révision de la politique intérieure de la Fédération. Conquérir des forces nouvelles c'est un objectif mais encore faut-il conserver celles que l'on a conquises. C'est un fait que le bureau fédéral n'a pas su conserver les forces de la Fédération. Les effectifs sont en décroissance et une grave crise secoue la Fédération. Si nous sommes partisans de la discussion des méthodes, des tactiques, nous condamnons absolument les meurs instaurées dans la Fédération par le bureau fédéral dans sa lutte contre ses adversaires de tendance. De telles méthodes sont des plus préjudiciables aux organisations syndicales et elles doivent être abandonnées.

La direction dans la Fédération s'est coupée de la masse des cheminots (exemple : 1^{er} Mai). L'attitude de la majorité de la C. E. à cette occasion montre que des moyens bureaucratiques remplaçaient désormais une discussion franche dans nos sphères dirigeantes. Elle a montré la nécessité de hier la direction fédérale aux cheminots en activité.

C'est là aussi une mesure à prendre. Mais nous ne saurions limiter là notre orientation. Il est clair en effet que les fautes de la Fédération ne sont que la conséquence de la politique fautive de la C.G.T.U. et du parti.

Le changement d'orientation de la Fédération suppose une position claire à cet égard. Nous avons déjà donné notre point de vue sur ce sujet par l'approbation que nous avons donné au manifeste de l'Opposition syndicale de la 26^e U. R. C'est cette ligne que nous défendrons à nouveau.

LA MAJORITE DU BUREAU DU SYNDICAT DE TOURS P. O.

Sur un appel de la fédération autonome

Pour l'unité d'action des fonctionnaires

Il n'est pas un lecteur de la *Vérité* qui ne connaisse — de nom tout au moins — la Fédération Autonome des Syndicats de Fonctionnaires.

Fort de deux groupements qui la composent — dont certains sont de très importantes organisations de masse (1) — et de ses 40.000 adhérents, la Fédération Autonome, depuis le début de 1928, a mené ardemment une lutte tenace, opiniâtre, énergique, pour la défense des revendications principales des salariés des services publics.

Honnie, dès l'époque même de sa constitution, par les éléments confédérés qui venaient de chasser — en passant au camp réformiste — les syndicats dont le regroupement allait former la Fédération nouvelle, c'est de conserve avec le cartel unitaire des fonctionnaires qu'elle fit ses premiers pas. Une entente fut alors conclue entre ce dernier groupement et l'organisation naissante, sur un programme revendicatif commun et des moyens d'action précis.

Et le cartel élargi, ainsi constitué, prit la tête du prolétariat en perpétuelle bataille contre l'Etat-Patron.

Des meetings furent organisés; des manifestations déclenchées; quelques premiers résultats obtenus... Mais c'en était trop et deux années ne devaient pas s'écouler avant que les « unitaires honteux » — ainsi baptisés par les cégétistes de la dernière cuvée — ne devinssent, aux yeux d'orthodoxes subitement radicalisés, des « réformistes cachés », des « plats opportunistes », en bref, des éléments contre lesquels, en août 1929, l'Unitaire amorça une campagne violente dans le but avoué de disqualifier à tout jamais leurs militants.

Son isolement n'empêcha pas la Fédération Autonome de produire des efforts fructueux pour l'aboutissement des revendications inscrites à son programme. Seule, elle manifesta dans Paris à différentes reprises et provoqua, en province, des démonstrations réussies.

Au moment où, avec la reprise des travaux parlementaires, son activité va pouvoir se donner libre cours, elle s'appareille à repartir en campagne, avec ses propres forces, si les appels qu'elle vient de lancer, en faveur de l'unité d'action, restent sans écho.

(1) Le syndicat des douanes actives, par exemple, groupe la quasi totalité des membres de cette administration; il compte plus de 16.000 adhérents. Le Syndicat National des Indirectes en a près de 10.000 sur un effectif de 12.000 agents. Les forestiers approchent des 5.000.

DANS L'OPPOSITION UNITAIRE

Dans la 6^e U. R.

La démocratie syndicale système Cellier et Cie

Le 3 octobre avait lieu, à Lyon, une réunion des conseils syndicaux de l'U. L. dont le but était, en principe, l'organisation d'une réunion publique pour le 9, mais qui, en réalité, était la préparation de la lutte contre l'Opposition unitaire.

A cette réunion, des faits scandaleux, à l'actif des dirigeants de l'U. R., se produisirent. Les Cellier et autres Arnaud irrités d'être gênés dans leurs opérations par l'Opposition unitaire qui dénonce la ruine des syndicats de la 6^e U. R. provoquée par la politique dont ils sont les tenants, organisèrent contre le camarade Revol, secrétaire de l'U. L. de la 6^e U. R., un concert de boues injures et de calomnies ignobles.

A ce propos, Revol vient d'envoyer à Cellier, secrétaire de la 6^e U. R. et à l'intention des membres de la C. E. et des conseils syndicaux de l'U. L. de Lyon, la lettre suivante :

LETTRE OUVERTE AU CAMARADE CELLIER ET AUX MEMBRES DE LA C. E.

Comme suite à la réunion des Conseils syndicaux de l'U. L. de Lyon, le 3 octobre, je te prie de porter la présente à la connaissance de la C. E. de l'U. R. et à la prochaine réunion des Conseils syndicaux :

J'ai été à la réunion du 3 octobre, pour discuter comme chaque militant de la C.G.T.U. devrait avoir le droit de le faire, sur les questions à l'ordre du jour. J'ai pu constater, de quelle façon, vous avez préparé cette réunion en prenant soin de rassembler une petite équipe d'aboyeurs fanatisés qui, à mon exposé que je me suis efforcé de faire aussi objectif et aussi court que possible, étant donné l'heure tardive où vous m'avez donné la parole, n'ont su répondre, y compris toi-même, que par les plus basses injures, à défaut d'arguments plus convaincants.

Les militants de la base, présents à cette réunion, ou qui en auront eu les échos, auront pu prendre une belle leçon de démocratie syndicale, et se convaincre, que dans la C.G.T.U. chacun a le droit d'exprimer son opinion sans se faire injurier!

Cette façon de procéder, de la part de ceux qui n'ont su que réduire la C.G.T.U. à l'état où elle est dans la 6^e U. R., ne m'a pas surpris. Les ouvriers qui vous ont abandonnés vous avaient déjà jugés.

Vos injures ne m'atteignent pas! J'en ai reçu d'autres, semblables, venant des blocs gauchistes, socialistes, réformistes et anarcho-sindicalistes, au cours de ma carrière de militant. J'ai même reçu des coups, je m'excuse de le rappeler, pour avoir défendu des idées qui sont toujours miennes.

Aujourd'hui c'est vous qui employez les méthodes dont nous avons souffert, celles des anarcho-sindicalistes. Vous savez où elles les ont conduits... Elle ne vous réussiront sûrement pas mieux!

J'ai un passé de militant qui, par le travail fait et les coups subis et la répression, peut avantageusement se comparer avec celui des Cellier, Arnaud et autres aboyeurs. Je suis et je serais sûrement encore du bon côté de la barricade quand vous l'aurez désertée depuis longtemps, après avoir tué les organisations révolutionnaires!... Pour faire un bon communiste une bonne « gueule » ne suffit pas!

Ceci dit, je ne vous permettrai pas d'esquiver la responsabilité des injures que vous, responsables de l'U. R., vous avez lancées et laissé porter contre moi à la réunion du 3 octobre, comme vous l'avez fait à la fin de la réunion.

Où je suis un « ennemi de la classe ouvrière », un « contre-révolutionnaire », un « traître », un « lâche », un « fou » etc., etc., et je suis indigne d'appartenir à la C.G.T.U. et d'assister aux Conseils syndicaux. Il faut m'en chasser comme un « jaune », par décision officielle avec le motif!

Où vous devez avoir que vos injures, que vos accusations sont ignobles et reconnaître qu'au sein de la C.G.T.U. les syndiqués, quelles que soient leur opinions, ont le droit de discuter et de critiquer sans être injuriés. Il n'y a pas à sortir de là. Ceux qui, consciemment ou non, ont, par des méthodes semblables saboté la C.G.T.U. devront dire s'ils veulent continuer?... Les syndiqués jugent. Selon votre réponse nous saurons si nous devons continuer à assister à vos réunions.

Quelles que soient vos provocations, notre opposition étant une opposition intérieure, pour une plus forte C.G.T.U., nous nous refusons de la porter sur le terrain de la discussion publique, devant les inorganisés. Vous avez assez à faire pour vous occuper de leurs intérêts immédiats et regagner leur confiance.

Nous ne répondrons donc pas à votre proposition de porter la discussion devant la responsabilité de ce qui adviendrait si vous le faisiez. Si nous avions eu à y prendre la parole, ç'aurait été pour inviter les travailleurs à renforcer la C. G. T. U. malgré ses erreurs. Après vos injures, la question ne se pose plus.

Comptant que tu transmettras cette lettre à la C. E. et que tu en donneras connaissance aux Conseils syndicaux de l'U. L. et en attendant de te lire,

Reçois mes salutations révolutionnaires. Vive la C. G. T. U.!

Lyon, 5 octobre 1930. D. REVOL.

rappeler dans quelles conditions a été formée la Fédération Autonome; de voir quelle a été son action depuis 1928; de se remémorer les causes de frictions vieilles d'un an à peine et d'en mesurer les conséquences possibles; enfin, d'étudier de façon objective le mouvement que cette organisation représente et anime.

On arrive alors aux conclusions que nous avons simplement esquissées, aujourd'hui, et que nous reprendrons, en les approfondissant, dans nos prochains papiers consacrés aux origines, à l'action et aux possibilités du mouvement des fonctionnaires autonomes.

P. BOURNICOT.

Nous reproduisons en 4^e page des passages essentiels du nouvel appel de la Fédération Autonome de Fonctionnaires.

“ Par la matraque et l'insulte ”

Vraiment, Monmousseau abuse. Dans la *Vie Ouvrière* il se plaint que la « matraque et l'insulte » soient employées par les minoritaires du Comité pour l'Indépendance contre le parti communiste et la majorité confédérale.

Nous sommes assez bien placés pour ne pas être suspects de reprendre à notre compte certaines méthodes de « distribution de matrons » mises en vigueur par les chefs autonomes de Brest dont les exploits ont été avec complaisance reproduits par le *Cri du Peuple*, pour inciter Monmousseau à ne pas trop se poser en défenseur de la discussion loyale, sans brutalités physiques, sans injures intolérables.

Monmousseau a de la mémoire. Il rappelle les « accusations poissantes de feu Salvador et Pierre Bernard ». Mais ça c'est déjà de l'histoire passée; il y en a une plus fraîche sur laquelle Monmousseau perd subitement la mémoire.

Nous voulons parler du récent, très récent congrès de la Fédération unitaire de l'Enseignement, auquel Monmousseau a participé lui-même.

A Marseille, lorsque contre des hommes comme Donnange, Bouët, Rollo, Aulas, les tristes sires de la M.O.R. lançaient les accusations les plus ignobles, c'était en vertu de la « discussion de principes la plus loyale »! Rien à voir avec la « poublée » que de crier à l'adresse des chefs de l'Opposition unitaire de l'Enseignement : « Mussolini, Chiappe, fasciste, charognard, cochon, baveux, maquerneau, fumier, gâteux, etc... »

Se fiche-t-il du monde? Se rappelle-t-il qu'il faisait traiter par ses sous-ordres de l'Enseignement, les dirigeants fédéraux de « gardes-blancs »?

Et puis, Monmousseau si en « colère » contre le système de la « matraque et l'insulte » devrait nous parler de ses amis stalinien. Ne sont-ce pas les stalinien qui déportent, exilent, emprisonnent, fusillent, nos camarades de l'Opposition russe?

Vertueux Monmousseau, que dites-vous de cela? Votre indignation est bien paresseuse à ce sujet. Et pourtant ce n'est plus un Claveri, dont les hautes compétences reviennent surtout du carriérisme qui est en cause. Ce sont ceux qui ont été les compagnons de Lénine au début de la Révolution russe, ceux qui ont payé de leur sang pendant la Révolution de 1917 et avant, par de longs séjours dans les prisons tsaristes, leur dévouement au communisme.

Ainsi la « colère » de Monmousseau contre le système de la « matraque et l'insulte » comme moyen de lutte, apparaît sous son vrai jour. Une « colère » sur mesure; une « colère » sur commande!

Dans la 16^e U. R.

Le bureau régional contre le bureau confédéral

La *Vérité* est justement indignée, dans son numéro du 26 septembre, contre le procédé des dirigeants du syndicat autonome des dockers obtenu, sous la menace, du secrétaire de la 16^e U. R. un désaveu de l'insulte que leur avait adressée Herclat dans le *Cri du Docker*.

Ce désaveu a entraîné des conséquences assez inattendues. Le bureau de l'U. R. l'avait transmis au bureau confédéral avec les explications nécessaires et projeté de faire paraître le tout dans la *République ouvrière et paysanne*, organe communiste régional. Gitton s'est opposé à cette publication. L'article du *Cri du Peuple* a encoléré Claveri. « Les dockers vous prennent pour des loques » a-t-il déclaré à Lapart. Traduit, le 19 septembre, devant l'aéroport des aigues, Monmousseau, Gitton, Claveri, Racamond, Lapart s'est entendu dire qu'il ne pouvait plus rester à Brest. « En signant ce papier, lui a reproché Monmousseau, il a signé sa condamnation. Il a rejoint les rangs des trotskystes (sic) ».

Vainement Lapart a reconnu sa faute et pris l'engagement de dénoncer Tréguer, secrétaire des dockers autonomes, « dans son rôle de réformiste ». Le bureau régional s'est dressé contre le bureau confédéral, estimant que Lapart n'était pas coupable, mais qu'il y avait faute d'Herclat et crapulerie de Tréguer.

Tel n'a pas été l'avis du bureau confédéral qui, par la plume de Claveri, a rompu les ponts : Lapart s'est « dégonflé » devant les dockers, il s'est dressé contre la politique de la C.G.T.U., a-t-il écrit dans la *Vie Ouvrière* du 27 septembre. Lapart a fait ses malles et est rentré à Paris. Le 1^{er} octobre le bureau régional a voté une motion où il se solidarise avec son secrétaire. Il demande au bureau confédéral une réhabilitation de Lapart, proteste de son attachement à la ligne politique définie au 5^e congrès de la C.G.T.U. et de l'I.S.R. mais se déclare décidé « à combattre la dictature de quelques personnalités à la tête de la Centrale syndicale dont les méthodes conduisent à la liquidation de la C.G.T.U. dans la région ».

L'appel adressé aux syndicats de la région ne pourra être considéré par la C.G.T.U. que comme une révolte contre elle et le P. C. dont sont encore membres les fonctionnaires du bureau régional. Lapart et ses collaborateurs, qui furent si durs dans les mois précédents contre les opposants unitaires, vont certainement être frappés par les Monmousseau et autres Gitton qui ne peuvent admettre que des sous-ordres régionaux puissent rester honnêtes dans l'appréciation d'un mouvement extra-unitaire.

Dans les semaines qui vont suivre ils auront le loisir de méditer sur les causes de la disgrâce qui les atteint. Puissent-ils comprendre que la crise de la 16^e U. R., tout comme celle de la C. G. T. U., découle, non pas de la mauvaise application de la ligne politique tracée par le 5^e congrès confédéral, mais de cette ligne elle-même. La 3^e période n'a pas épuisé ses méfaits et le proclamation du rôle dirigeant du parti a de ces chocs en retour qui frappent durement ses fidèles adeptes. Ce n'est pas seulement contre la dictature de quelques bonzes confédéraux qu'il faut lutter, mais contre la politique qui leur permet de durer et d'enlasser sottises sur sottises.

J. ROLLO.

LEONTROTSKY

Le tournant de l'Internationale Communiste et la situation en Allemagne

Les Sources du dernier tournant

Des tournants tactiques, et même de grands tournants sont absolument inévitables à notre époque. Ils proviennent de tournants dans la situation objective...

La direction de l'I. C. nous a donné pendant les dernières années des exemples de tournants très brusques. Nous observons le dernier d'entre eux pendant ces derniers mois...

Le 9^e Plénum de l'Exécutif de l'I. C., le 6^e Congrès et surtout le 10^e Plénum se sont mis sur le cours d'une ligne directe et brusque vers un essor révolutionnaire...

Par suite de l'ironie du hasard, qui est défendu la nécessité d'un travail plus large en Italie, mais d'un travail susceptible d'élargir et de renforcer les liens du parti avec les masses...

Le P. C. a obtenu environ 4.600.000 voix contre 3.300.000 en 1928. L'accroissement est de 1.300.000; du point de vue de la mécanique parlementaire « normale » c'est considérable...

Entre temps, si on se demande quelle combinaison de conditions internationales et nationales eût été capable de tourner avec la force la plus grande la classe ouvrière vers le communisme...

La faiblesse des positions du communisme, liée étroitement à la politique et au régime de l'I. C., apparaît d'une façon encore plus éclatante si nous mettons en regard le poids social actuel du P. C. les tâches concrètes et inévitables qui se présentent à lui dans les conditions historiques présentes.

Il est vrai que le P. C. lui-même ne comptait pas sur un tel accroissement. Mais cela démontre que, sous le coup des fautes et des défaites, la direction du P. C. a perdu l'habitude des grands buts et des grandes perspectives.

La Victoire parlementaire du P.C. à la lumière des tâches révolutionnaires

Aujourd'hui, la presse officielle de l'I.C. présente les résultats des élections allemandes comme une victoire grandiose du communisme qui met à l'ordre du jour le mot d'ordre « l'Allemagne soviétique »...

La petite bourgeoisie des villes et des campagnes, c'est-à-dire dans les restes du passé et dans les masses des nouvelles classes actuelles deux formes principales, politiquement antagonistes l'une de l'autre...

La petite bourgeoisie est appelée à être leur guide révolutionnaire. Si le parti communiste est un parti d'espoir révolutionnaire, le fascisme comme mouvement de masses est alors un parti de désespoir contre-révolutionnaire...

Comment peut-on expliquer cela? Dans le passé, nous avons vu (Italie, Allemagne) un renforcement brutal du fascisme, victorieux ou pour le moins menaçant, comme résultat de situations révolutionnaires épuisées ou inutilisées...

La petite bourgeoisie et le fascisme

Pour que la crise sociale puisse mener à la révolution prolétarienne, il est indispensable, en dehors des autres conditions, que se produise une poussée décisive des classes petites bourgeoises vers le prolétariat...

Les dernières élections montrent, et cela constitue leur valeur symptomatique essentielle, une poussée inverse: sous les coups de la crise, la petite bourgeoisie s'est inclinée non vers la révolution prolétarienne, mais vers la réaction impérialiste...

La grande bourgeoisie, qui est une petite minorité de la nation, ne peut pas se tenir au pouvoir si elle n'a pas un appui dans

la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, c'est-à-dire dans les restes du passé et dans les masses des nouvelles classes actuelles deux formes principales, politiquement antagonistes l'une de l'autre...

Après la grève générale des mineurs

D'abord ils commencent à faire les fanfarons: grève de 24 heures? Pure trahison réformiste! Seule la grève illimitée est efficace. Ils croyaient si peu à ce qu'ils racontaient, que quelques jours suffirent à leur faire remiser leur mot d'ordre.

Quant au mot d'ordre des cent sous, qui qu'on en ait dit, de la tactique générale improvisée par les différents Bourneon au cours des dernières grèves du Nord. On se rappelle le désastre auquel elle a conduit.

Mais les Bourneon sont constants dans l'incohérence. Le mouvement actuel des mineurs est une occasion pour eux de recommencer, à la grande joie des compagnies et des réformistes, leur si étrange tactique.

LA SOUSCRIPTION DE LA SEMAINE

Table listing names and amounts for a weekly subscription: Un instituteur de l'Oise 25, Archimède 12, etc.

NOUS DEMANDONS A TOUS NOS CORRESPONDANTS DE NOUS FAIRE PARVENIR TOUS LEURS ARTICLES POUR LE MARDI MATIN

ment encore en Allemagne, elle ne manque pas par hasard. La déclaration-programme du P. C. allemand avant les élections a été consacrée dans son ensemble et exclusivement au fascisme, comme l'ennemi essentiel.

En 1923, Brandler, malgré tous nos avertissements, a surestimé d'une façon inouïe les forces fascistes. De l'appréciation fautive du rapport des forces est née une politique d'attente, de dérobade, de défensive, de lâcheté.

Le danger prend une acuité particulière en liaison avec la question du rythme du développement qui ne dépend pas seulement de nous. Le caractère apparent de la ligne politique sinuose tel qu'il s'est révélé aux élections, permet de penser que le rythme du développement de la crise nationale peut être très rapide.

A la soupe, les gars!

mandent simplement à régler leur compte. Ce n'est pas avoir une conscience de classe, cela témoigne d'une mentalité petite-bourgeoise, anarchisante, et qui est toute au profit du patron.

Le Gérant: P. FRANK

Arrestation de communistes en Italie

Le parti italien doit perfectionner son organisation

Un communiqué officiel du Secrétariat du parti communiste d'Italie vient de signaler les conditions dans lesquelles les camarades Camilla Ravera, Gili et Tosin sont tombés aux mains de la police fasciste en Italie.

Cela ne diminue en rien les responsabilités dont les Garlandi et les Ercolis, approuvés aussi par les chefs de l'Internationale, doivent répondre, et répondre au parti à cause de leur légèreté et de leur aveuglement dans les problèmes d'organisation.

Le problème n'est pas de savoir perdre les camarades: le problème est de bien utiliser les forces dont le parti dispose. Le devoir élémentaire de tout militant communiste est de sacrifier toute son énergie à la cause prolétarienne.

Le problème n'est pas de savoir perdre les camarades: le problème est de bien utiliser les forces dont le parti dispose. Le devoir élémentaire de tout militant communiste est de sacrifier toute son énergie à la cause prolétarienne.

Le problème n'est pas de savoir perdre les camarades: le problème est de bien utiliser les forces dont le parti dispose. Le devoir élémentaire de tout militant communiste est de sacrifier toute son énergie à la cause prolétarienne.

L'OPPOSITION COMMUNISTE.

Notre camarade Boursicot commente par ailleurs le nouvel appel lancé par la Fédération autonome des fonctionnaires pour l'unité d'action en faveur des revendications intéressantes de fonctionnaires.

LE NOUVEL APPEL DE LA F. A. DES FONCTIONNAIRES

Notre camarade Boursicot commente par ailleurs le nouvel appel lancé par la Fédération autonome des fonctionnaires pour l'unité d'action en faveur des revendications intéressantes de fonctionnaires.

Quant aux chefs réformistes, ils s'efforcent de borner, de limiter, de canaliser la lutte aux revendications des plus modérées qui soient.

Quant aux chefs réformistes, ils s'efforcent de borner, de limiter, de canaliser la lutte aux revendications des plus modérées qui soient.

Quant aux chefs réformistes, ils s'efforcent de borner, de limiter, de canaliser la lutte aux revendications des plus modérées qui soient.

Quant aux chefs réformistes, ils s'efforcent de borner, de limiter, de canaliser la lutte aux revendications des plus modérées qui soient.

Après la grève générale des mineurs

D'abord ils commencent à faire les fanfarons: grève de 24 heures? Pure trahison réformiste! Seule la grève illimitée est efficace.

Quant au mot d'ordre des cent sous, qui qu'on en ait dit, de la tactique générale improvisée par les différents Bourneon au cours des dernières grèves du Nord.

Mais les Bourneon sont constants dans l'incohérence. Le mouvement actuel des mineurs est une occasion pour eux de recommencer, à la grande joie des compagnies et des réformistes, leur si étrange tactique.

Quant aux chefs réformistes, ils s'efforcent de borner, de limiter, de canaliser la lutte aux revendications des plus modérées qui soient.

Quant aux chefs réformistes, ils s'efforcent de borner, de limiter, de canaliser la lutte aux revendications des plus modérées qui soient.

Quant aux chefs réformistes, ils s'efforcent de borner, de limiter, de canaliser la lutte aux revendications des plus modérées qui soient.

Après la grève générale des mineurs

D'abord ils commencent à faire les fanfarons: grève de 24 heures? Pure trahison réformiste! Seule la grève illimitée est efficace.

Quant au mot d'ordre des cent sous, qui qu'on en ait dit, de la tactique générale improvisée par les différents Bourneon au cours des dernières grèves du Nord.

Mais les Bourneon sont constants dans l'incohérence. Le mouvement actuel des mineurs est une occasion pour eux de recommencer, à la grande joie des compagnies et des réformistes, leur si étrange tactique.

Quant aux chefs réformistes, ils s'efforcent de borner, de limiter, de canaliser la lutte aux revendications des plus modérées qui soient.

Quant aux chefs réformistes, ils s'efforcent de borner, de limiter, de canaliser la lutte aux revendications des plus modérées qui soient.

Quant aux chefs réformistes, ils s'efforcent de borner, de limiter, de canaliser la lutte aux revendications des plus modérées qui soient.

A la soupe, les gars!

mandent simplement à régler leur compte. Ce n'est pas avoir une conscience de classe, cela témoigne d'une mentalité petite-bourgeoise, anarchisante, et qui est toute au profit du patron.

L'ouvrier français agissant ainsi se croit plus évolué et plus conscient, car il « fait valoir » ses droits. Mais c'est une illusion. En réalité il fait preuve d'une mentalité réactionnaire, tout comme les autres qui se taisent.

Qui, nous avons des organisations de classe; nous avons notre syndicat général du Bâtiment au sein de la C. G. T. U. : mais le syndicat vit encore trop éloigné des masses. La vieille routine, le vieux esprit corporatiste des associations de compagnonnage, survivent encore dans nos organisations de classe. Il faut lutter pour effacer de nos syndicats tout esprit de catégorie.

Ce n'est pas seulement « pour la soupe » que nous luttons. En luttant « pour la soupe », nous voulons lutter aussi pour le bien et le malheur. Voilà la question. Le bien et le malheur, ce sont deux choses. Bien souvent le copain portuaise est le plus arriéré; le copain italien, longuement traqué est parfois passif. Mais nous, les ouvriers français, est-ce que nous faisons toujours tout notre devoir? Bien au contraire, et souvent, la faute est à nous.

En avant, les gars! Organisons-nous! Unissons-nous!

Le Gérant: P. FRANK

A la soupe, les gars!

mandent simplement à régler leur compte. Ce n'est pas avoir une conscience de classe, cela témoigne d'une mentalité petite-bourgeoise, anarchisante, et qui est toute au profit du patron.

L'ouvrier français agissant ainsi se croit plus évolué et plus conscient, car il « fait valoir » ses droits. Mais c'est une illusion. En réalité il fait preuve d'une mentalité réactionnaire, tout comme les autres qui se taisent.

Qui, nous avons des organisations de classe; nous avons notre syndicat général du Bâtiment au sein de la C. G. T. U. : mais le syndicat vit encore trop éloigné des masses. La vieille routine, le vieux esprit corporatiste des associations de compagnonnage, survivent encore dans nos organisations de classe.

Ce n'est pas seulement « pour la soupe » que nous luttons. En luttant « pour la soupe », nous voulons lutter aussi pour le bien et le malheur. Voilà la question. Le bien et le malheur, ce sont deux choses.

En avant, les gars! Organisons-nous! Unissons-nous!

Le Gérant: P. FRANK

Imp. de la Soc. Nouv. d'Edit. Franco-Slaves 32, r. de Ménilmontant, Paris.